FS du CSAC du 24 novembre 2026

Liminaire fin de mandat

La fin d'un mandat implique – sauf peut-être pour nos dirigeants - d'en faire un bilan objectif, sans aveuglement, même s'il doit refléter une réalité cruelle.

Notre instance a été mise en place fin 2022. Quelques mois plus tôt, un salutaire réflexe citoyen avait barré l'accès au pouvoir à l'extrême droite. Nous sortions enfin de l'éprouvante parenthèse de la crise Covid, dont nous ressentons encore aujourd'hui les effets, y compris en termes de santé mentale. Plus rien ne devait être comme avant, les services publics seraient renforcés, la santé publique serait une priorité, l'intérêt général allait primer sur toutes les considérations mercantiles.

En même temps, une réforme des retraites rejetée par la quasi-unanimité du peuple, était imposée brutalement, bientôt accompagnée de la litanie interminable de réformes antisociales détruisant la vie des citoyen·es et des agent·es.

En 2024, le verdict des urnes, porteur majoritairement d'une demande de progrès social, a été escamoté au mépris de la logique démocratique.

Aujourd'hui, les services publics et leurs agent·es sont à bout, 30% des jeunes souffrent de troubles psychiques, nos collègues et camarades de la fonction publique hospitalière notamment n'ont jamais été autant maltraités, la pauvreté et la précarité battent tous les records, des ONG et des institutions internationales s'inquiètent des attaques sur l'état de droit et les droits fondamentaux, la parole publique se pare désormais ouvertement d'accents bellicistes et autoritaires, et l'extrême droite est plus que jamais aux portes du pouvoir.

Un bien beau tableau. Si beau que l'on comprend que les pouvoirs publics préfèrent le dissimuler pudiquement derrière un nuage de gaz lacrymogènes et de brutalité institutionnelle.

Cette brutalité, cette violence, nous, agent·es du ministère des finances, représentants du personnel ou non, permanents ou non, sans surprise, nous l'avons vécue aussi pendant cette période. Alors pas – encore ?- de gaz lacrymogènes dans cette instance mais la violence du mépris, du déni, et la litanie de langue de bois de managers stratégiques interchangeables occupés à dérouler leur feuille de route en étudiant déjà leur futur point de chute très rémunérateur.

Des agent·es nous ont appelé au secours, subissant dans leur chair les conséquences des décisions de l'administration. Des agent·es se sont ôté la vie. En cette fin de mandat, nous pensons d'abord à eux – à elles – qui nous renvoient collectivement à notre échec. Beaucoup d'agent·es ne savent plus pourquoi ils viennent travailler, parfois dans des atmosphères d'humiliation, d'infantilisation, de discrimination, quand ils constatent que leur travail ne leur permet plus de nourrir, soigner, loger leur famille. La médecine du travail est saturée. Les services sociaux enregistrent de plus en plus de situations urgentes. Les agent·es en situation de handicap, ou neuroatypiques, ont toujours autant de difficultés à voir leurs spécificités prises en compte. Des agent·es seniors sont écartés sans raison valable d'une promotion interne méritée. Des préconisations de médecins du travail sont refusées par des hiérarchies. La discrimination continue de toucher des agent·es en raison de leur genre, de leur origine, de leur âge, entre autres.

Les orientations immobilières, les réorganisations et déménagements incessants provoquent des dégradations toujours plus délétères de leurs conditions d'exercice.

L'urgence climatique nous impacte désormais presque au quotidien. Les agent·es grelottent l'hiver, font des malaises liés à la chaleur l'été.

L’administration envoie des plaids et des brumisateurs – sous réserve que les directions daignent en commander suffisamment pour leurs agent·es !

Le dialogue social est moribond. La plupart des dossiers ne sont plus soumis au vote des représentant.es des personnels. Le nombre pléthorique de réunions et de points à l’ordre du jour ne permettent aucun travail sérieux. Quelles que soient nos interventions, l’administration ne fait évoluer aucun point. Nous sommes face à une machine qui déroule obstinément ses éléments de langage pour ne pas avoir à prendre en compte nos réalités.

Des directions nous ont expliqué que le recueil des risques professionnels de leurs agent·es – obligation légale - leur occasionnait des risques psycho-sociaux, d’autres ont ouvertement contesté la légitimité des organisations syndicales à user de leur droit de parole sur les conditions de travail des agent·es, d’autres ont déclaré et maintenu contre toute évidence et contre toute honnêteté minimale : il n’y a pas de risques psycho-sociaux dans cette direction. D’autres encore, nous expliquent qu’elles ont tellement de choses plus urgentes que d’informer notre instance des suites d’une enquête administrative qu’elles ne sont pas disponibles avant l’année prochaine. D’autres enfin, ont indiqué que les propos recueillis par la délégation de la FS n’avaient tout simplement pas été tenus. Nous avons l’habitude des attaques sur nos missions et nos engagements syndicaux, mais ce déni des souffrances et ce mépris décomplexé du dialogue social augure du pire dans le contexte politique qui semble devoir se mettre en place en 2027.

Pour finir ce bilan, nous souhaitons exprimer nos remerciements envers l’ensemble des agent·es de prévention ici présents, de l’action sociale, de la médecine du travail, l’ISST, qui, comme nous doivent continuer à œuvrer pour les autres dans ce contexte mortifère. Nous remercions également l’intersyndicale pour les échanges globalement fluides et constructifs.

Soyez assurés que malgré cette situation catastrophique, si les collègues nous renouvellent leur confiance, nous continuerons à les défendre comme nous l’avons fait lors de ce mandat, avec détermination et sans compromis ni auto-censure.